

Questions Orales

L'hon. David Crombie (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Oui, monsieur le Président, nous avons l'intention de faire participer les chefs, les conseils et la population indienne du Manitoba. Deuxièmement, il m'est difficile de donner une date. J'ai eu une réunion avec le vérificateur indépendant jeudi dernier. Il est parti le lendemain pour l'Allemagne d'où il reviendra dimanche. Je le verrai à sa descente de l'avion.

Nous n'avons nullement l'intention de laisser traîner les choses. J'ai dit dès le début que nous rectifierions la situation le plus vite possible. Nous voulons bien faire les choses et c'est pourquoi nous procéderons comme nous l'avons annoncé.

* * *

LA PLANIFICATION DE L'EMPLOI**LE VERSEMENT DE SUBVENTIONS SALARIALES AUX ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF**

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, je voudrais poser une question à la ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Elle reconnaît, j'en suis certain, le rôle important que jouent les sociétés sans but lucratif et les bénévoles dans notre beau pays et elle l'approuve vivement. Puisqu'elle a maintenant tout le temps d'examiner la note de service de Colleen Stewart de Toronto, rejetttera-t-elle une des recommandations portant sur la réduction de 100 à 50 p. 100 des subventions salariales dans le programme de formation préparatoire à l'emploi auquel ont recours les organismes sans but lucratif? Peut-elle annoncer aujourd'hui même à la Chambre qu'elle maintiendra les subventions salariales au niveau actuel de 100 p. 100 et qu'elle ne les ramènera pas à 50 p. 100, ce qui entraînerait la disparition de bien des organismes bénévoles?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, nous étions très heureux de la coopération que nous avons reçue des secteurs privé et non privé pour élaborer la Planification de l'emploi. Ce programme remporte un vif succès; la preuve, c'est que nous recevons bien plus de demandes pour ce programme que nous n'en avons jamais reçu pour n'importe quel autre. Nous continuons à faire participer le secteur privé et non privé aux programmes relevant de la Planification de l'emploi.

LE MONTANT DES SUBVENTIONS SALARIALES

M. Lorne Nystrom (Yorkton—Melville): Monsieur le Président, pour une fois, je voudrais recevoir une réponse de la ministre. Je voudrais qu'elle me dise si elle rejettéra oui ou non la recommandation faite dans cette note de service, autrement dit si elle refusera de réduire de 100 à 50 p. 100 les subventions salariales. Rejettéra-t-elle cette recommandation, oui ou non?

L'hon. Flora MacDonald (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, nous examinerons bien volontiers les contributions que le secteur privé veut faire. Ce n'est pas la majorité des projets qui sont attribués au secteur privé pour le moment. En fait, dans le programme principal, le Développement de l'emploi, 73 p. 100 des projets environ vont au secteur non privé, aux organismes sans but lucratif et aux

établissements d'enseignement, et tous ces projets sont subventionnés à 100 p. 100.

* * *

LES ALIMENTS ET DROGUES**LA DÉCOUVERTE DE DIOXINES DANS LES ALIMENTS**

M. Joe Reid (St. Catharines): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Quelle est la réponse du ministre ou de son ministère au rapport du Dr Davies, fait récemment à Toronto au nom de la Commission mixte internationale, indiquant que l'on avait trouvé des dioxines dans la nourriture quotidienne des Canadiens?

L'hon. Jake Epp (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur le Président, j'ai déjà dit à la Chambre que les échantillons utilisés par le Dr Davies et l'étroite base sur laquelle il fonde ses conclusions ont été sérieusement critiqués par un certain nombre d'autres scientifiques. Je voudrais dire également au député que le ministère, par l'intermédiaire de la DGPS, mesure les niveaux de dioxines depuis au moins 10 ans. Toutes les études montrent qu'il n'y a pas eu d'augmentation des quantités.

Les systèmes de surveillance et le matériel que nous utilisons nous permettent de mesurer des traces infimes. Nous continuons ce genre de travail. D'après nos résultats, je peux dire sans détours que notre chaîne alimentaire n'est pas menacée. Si nous venions à constater des problèmes, nous réagirions immédiatement.

* * *

[*Français*]

L'ADMINISTRATION**LE COÛT DU VOYAGE À PARIS DU PREMIER MINISTRE**

Mme Sheila Copps (Hamilton-Est): Monsieur le Président, je désire poser une question au vice-premier ministre.

On a pu apercevoir aujourd'hui dans les journaux que: Printemps à Paris pour le premier ministre et son entourage a coûté plus de \$500,000. En plus, nous savons que les repas et le coût de l'hôtel étaient quasiment de \$329,000.

J'aimerais demander au vice-premier ministre comment il peut justifier ces dépenses en même temps qu'il demande aux familles canadiennes d'accepter des coupures dans l'indexation de leurs allocations familiales.

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, un des résultats du voyage du premier ministre avec certains députés du parti libéral et du Nouveau parti démocratique à Paris, c'était la réalisation, pour la première fois dans l'histoire, d'une Conférence de la francophonie. Cela était quelque chose recherchée parmi les gouvernements canadiens pendant une longue période de temps. Avec l'ancien gouvernement, ce n'était qu'un rêve. Avec ce gouvernement-ci, cela a été une réalité et une source de fierté canadienne.